



Filière électrique

Élections 2021

Proposition : Le Bloc Québécois propose que le gouvernement du Canada négocie avec l'administration fédérale américaine afin que les produits et services québécois qui relèvent de la transition écologique bénéficient d'une exemption en vertu de la loi « Buy American Act » régissant les biens achetés par les organismes gouvernementaux fédéraux des États-Unis et du « Buy America ».

Exportations aux États-Unis

- Lion a marqué les débuts de l'électrification du transport scolaire en Californie en signant, avec le district scolaire unifié de Twin Rivers à Sacramento, le plus important contrat d'autobus scolaires électriques de cet état.
- L'achat des autobus est financé par le programme de remplacement d'autobus scolaires de la California Energy Commission.
- Lion Électrique vend aujourd'hui des autobus scolaires 100% électriques au district scolaire unifié de Los Angeles (LAUSD). Il s'agit du deuxième plus grand district scolaire des États-Unis.
- Il y a donc un marché pour les véhicules lourds électriques du Québec aux États-Unis.
- Il y a aussi une volonté des pouvoirs publics américains d'investir pour la transition et la lutte aux changements climatiques, ce qui passe entre autres par l'électrification des transports et des approvisionnements publics structurants.

Buy America et Buy American Act

- Les exigences de la loi « Buy American Act » s'appliquent aux achats directs effectués par le gouvernement fédéral des États-Unis dont la valeur du marché est supérieure à 10 000 \$.
- Le *Buy America* instaure des dispositions qui sont des exigences imposées pour recevoir du financement fédéral de la part de ministères et d'organismes particuliers.
- Par exemple, en vertu des règles du *Buy America*, la ville de New York devrait exiger 75% de contenu américain pour l'achat d'autobus si elle souhaite bénéficier de fonds fédéraux.
- De nombreux États américains intègrent dans leur loi sur les marchés, des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux semblables à celles de la restriction « Buy American ».
- La tendance est au resserrement des règles liées à l'achat local. Si le gouvernement américain resserre ses pourcentages de productions locales aux États-Unis pour pouvoir avoir accès aux contrats publics, nos fabricants québécois auront plus de difficulté à accéder à ces marchés.



- Pire, ils pourraient être contraints de délocaliser une part de leur production aux États-Unis pour devenir éligibles à ces contrats. Ce serait une catastrophe et le gouvernement canadien a la responsabilité de faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter cette situation.
- Il est normal que les États-Unis, comme le Québec ou le Canada, souhaitent favoriser l'achat local et protéger leurs manufactures.
- Cependant, il serait regrettable que les États américains qui souhaitent accélérer la transition, notamment par l'électrification des flottes gouvernementales, ne puissent bénéficier de l'expertise québécoise.
- Le Québec a un avantage comparatif en matière d'électrification des transports.
- Les États-Unis et le Québec ont un intérêt commun à préserver la liberté commerciale dans le secteur des technologies vertes et pour les produits et services qui sont au service de la transition écologique, comme les véhicules lourds de Lion Électrique.
- Le Canada souhaite être exempté des mesures américaines restrictives. Toutefois, le négociateur en chef du gouvernement fédéral, Steve Verheul, a affirmé en comité parlementaire que cette issue était « probablement politiquement impossible ». M. Verheul affirmait qu'il est plus probable d'arriver à une entente en ciblant des secteurs spécifiques et a estimé que les énergies vertes étaient le secteur où il était le « plus probable » d'y parvenir.
- En conséquence, le prochain gouvernement du Canada doit utiliser tout son poids politique pour faire valoir au président Biden, l'intérêt commun des États-Unis, du Québec et du Canada.
- Le Canada peut très bien bénéficier d'exemptions au « *Buy America* » pour certains secteurs économiques spécifiques. Dans ses négociations, le gouvernement du Canada doit prioriser les PME innovantes du Québec et la filière électrique québécoise.
- L'envoyé spécial pour le Climat John Kerry a affirmé que les États-Unis et le Canada étaient des partenaires pour construire une économie verte et que les deux pays pouvaient gagner économiquement dans leurs efforts communs de lutte contre les changements climatiques.
- Le président Biden a développé un plan pour construire une infrastructure moderne et durable et un avenir énergétique propre et équitable. Le Québec doit pouvoir contribuer à ce chantier en exportant son savoir, ses technologies, son électricité, ses autobus.



Investissements de Québec et Ottawa dans Lion Électrique

- En mars 2021, Québec et Ottawa ont annoncé un investissement de 100 millions de dollars, à part égales, pour l'établissement d'une usine d'assemblage de bloc-batteries hautement automatisée.
- La valeur de l'usine est évaluée à 185 millions de dollars. Le projet devrait créer 135 emplois et voir le jour en 2023.
- L'usine permettra à Lion de produire ses propres batteries pour ses véhicules lourds.

La filière électrique québécoise

- En matière d'électrification des transports, le Québec a mis en place des politiques audacieuses dans la dernière décennie, alors que le fédéral n'avait pas de stratégie pour les voitures électriques.
- Le gouvernement du Québec a déjà annoncé son intention de développer une industrie de la batterie de voitures électriques au Québec.
- Ceci devrait faire l'objet d'une stratégie dans le cadre du Plan pour une économie verte (PEV).
- Actuellement, environ 90% des batteries sont fabriquées en Asie.
- Investissement Québec (IQ) a aussi annoncé son intention d'intensifier ses investissements dans les technologies vertes et la filière électrique dans le cadre de la relance post-COVID.
- Selon un récent rapport d'IQ, le projet de développement de la filière électrique représenterait des investissements totaux de 7 milliards de dollars.
- Le gouvernement du Québec, comme partenaire, y investirait 1,4 G\$.
- Le gouvernement du Québec affirme vouloir faire du Québec la « batterie verte de l'Amérique du Nord ».